

Crise de confiance chez les militaires ?

Georges Gallego*

* *Expert associé*
à la Fondation Jean-Jaurès

UNE INSTITUTION PROFONDÉMENT RÉPUBLICAINE

Depuis la Révolution française, les armées sont et demeurent la Nation en armes. Le mythe fondateur¹ de Valmy est toujours d'actualité, même s'il n'est pas le plus présent dans la conscience collective des militaires. De plus, l'héritage bonapartiste², fondé sur la sélection par la valeur, la promotion par le mérite et la porosité ascensionnelle entre les corps, est toujours profondément ancré. Le statut général des militaires tire son origine de la III^{ème} République et le modèle militaire français est républicain par essence. Actuellement, 50 % des sous-officiers sont d'anciens militaires du rang et 50 % des officiers sont d'anciens sous-officiers³. Ce modèle profondément républicain est celui dans lequel se reconnaît la société militaire contemporaine, loin des clichés réactionnaires qui restent encore parfois de mise chez les profanes.

UN PASSÉ RÉVOLU

La fin de la Seconde Guerre mondiale va marquer le début d'une période trouble dans les rapports entre les armées et la société civile. Pendant que la majorité de la jeunesse de France appelée au service militaire montera la garde face au « péril rouge », une minorité de professionnels mènera un combat impopulaire en Indochine. La fin de



1. Sur les soldats de la Révolution, voir Annie Crépin, « Soldats et citoyens, soldats parce que citoyens : les hommes de l'armée nouvelle », in Michel Biard (dir.), *La Révolution française : une histoire toujours vivante*, Tallandier, 2009.

2. Lui-même issu de la Révolution, en l'occurrence.

3. Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Elrick Irastorza, pur produit de la méritocratie républicaine, affiche même un objectif de 70 % de sous-officiers issus des militaires du rang (audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 20 octobre 2010). En 2010, pour la première fois, des militaires du rang de l'armée de terre ont été autorisés à présenter le concours de recrutement semi-direct des officiers, sans avoir été sous-officiers.



Crise de confiance chez les militaires ?

cette période et le retrait des troupes françaises en 1954 acteront la séparation entre une certaine élite combattante et la société civile. Ce phénomène s'amplifiera pendant et à l'issue du conflit en Algérie. C'est là que se situe la rupture entre une armée massivement composée de conscrits et la gauche. L'armée de la République chère à Jaurès est désormais identifiée comme un outil d'oppression et de répression. En réaction, elle se repliera sur elle-même. Il en a résulté le sentiment – largement infondé – de l'existence d'une contre-société militaire, en marge de la société civile.

UN RÔLE MIEUX RECONNU

Le début des années 1980 va marquer un tournant dans les rapports entre la société civile et le monde militaire. Après les guerres coloniales, puis les opérations contestables menées en Afrique (coups d'Etat, contre-coups d'Etat...), cette décennie va être celle des premières opérations d'interposition sous mandat de l'Organisation des Nations unies. Le Liban sera le théâtre d'une forme de rédemption pour les armées françaises, aux yeux de leurs concitoyens. La FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) est créée en 1978. En juin 1982, la situation se dégrade considérablement entre Israël et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Le 23 octobre 1983, 61 parachutistes français sont tués dans l'attentat dit du Drakkar. L'émotion ressentie en France sera considérable. On peut sans doute considérer que la vision de la société civile sur ses militaires sera notablement modifiée par cet événement. En effet, les militaires sont au Liban dans le cadre d'une mission internationale de maintien de la paix et la France n'a plus d'intérêts nationaux au Levant depuis longtemps.

DES PARTIS POLITIQUES À LA TRAÎNE

L'opinion est assez largement partagée que la droite est le parti de l'armée et que la gauche est celui de l'antimilitarisme. Il n'en n'a pas toujours été ainsi. La défaite de 1870 et l'avènement de la III^{ème} République posent la question de l'armée et de la marine comme institutions de la République. L'action de grands généraux républicains comme Félix Saussier⁴, qui fut gouverneur militaire de Paris et généralissime⁵ virtuel de 1884-1897, permit d'ancrer les armées et notamment le corps des officiers dans le camp de la démocratie. La création de nouvelles règles

4. Félix Saussier fut le principal artisan de la mise à l'écart de Boulanger.

5. La fonction de généralissime n'existait pas en temps de paix, mais le titulaire en était désigné par avance.

Crise de confiance chez les militaires ?

régissant les carrières militaires⁶ va priver les militaires d'une partie de leurs droits civiques (droit de vote), à la demande du commandement, mais va aussi leur assurer des droits professionnels (propriété du grade). La grande proximité des officiers avec les ténors politiques permet aux armées de participer à la vie publique. Si le camp de la réaction reste par principe favorable à l'institution militaire, la République comprend l'utilité de s'attacher les militaires. En dépit des soubresauts de l'affaire Dreyfus, le débat sera clos par la Première Guerre mondiale. Pendant l'entre-deux-guerres, le pacifisme de gauche ne se confondra pas pour autant avec l'antimilitarisme. Ce sont plutôt les guerres coloniales qui créeront un clivage dont les traces subsistent. Désormais, la gauche a largement intériorisé une forme d'illégitimité en matière militaire. La droite se perçoit en revanche toujours comme étant le soutien naturel des armées. Mais rien d'autre qu'une forme de rémanence historique ne fonde ce sentiment. En effet, l'examen des grandes décisions en matière de défense ne permet pas de considérer qu'un camp a mené une action politique plus favorable à l'outil de défense que l'autre. Si les clichés ont la vie dure, les faits demeurent têtus. Ainsi, la tendance lourde d'amenuisement du budget de la défense n'est pas démentie lors du passage de la droite au pouvoir.

UNE INSTITUTION RELATIVEMENT DESTABILISÉE

Pour poursuivre dans l'idée que la droite n'est pas la bienfaitrice du ministère de la Défense, il convient de rappeler qu'elle a pris la décision la plus lourde de conséquences depuis 1871 : la suspension⁷ du service national. En 1996, Jacques Chirac prend le parti de supprimer l'armée de conscription. Deux éléments l'expliquent. Le premier est d'opportunité. Il vise à se concilier une jeunesse réputée rétive à satisfaire aux obligations militaires. Le second tient au calcul effectué par certains milieux particulièrement favorables aux forces d'élite. L'idée est que l'armée de conscription est un boulet budgétaire, alors que la professionnalisation permettrait de rehausser le niveau de compétence militaire de l'outil. La démonstration s'appuie sur l'exemple de la guerre du Golfe durant laquelle une armée de terre de 300 000 hommes avait eu du mal à armer une seule division expéditionnaire (environ 12 500 hommes). Deux arguments sont avancés pour colorer la décision : le service national est devenu très inégalitaire et la professionnalisation permettra de faire des économies. Ce raisonnement à courte vue a malheureusement minoré deux

6. Précédemment, loi Gouvion Saint-Cyr de 1818 : (r)établissement de la conscription et suppression des privilèges nobiliaires dans la carrière des armes. On ne parle de « statut général » des militaires que depuis 1972.

7. Et non suppression : le Code du service national n'a pas été abrogé et ses dispositions peuvent, théoriquement, être réactivées.

Crise de confiance chez les militaires ?

conséquences toujours d'actualité : la première est que la baisse du budget qui en a résulté a été plus rapide que la baisse des coûts ; la seconde est qu'une fois que le budget de la défense commence à baisser, il est très difficile de maîtriser le processus de régulation budgétaire. La décision de Jacques Chirac a donc engendré des conséquences notables. Depuis lors, les armées n'ont pas retrouvé leur équilibre.

LES CONSÉQUENCES DE LA FIN DU SERVICE NATIONAL

Sous le régime de la conscription, les effectifs étaient pléthoriques mais quasiment gratuits (environ 650 francs de solde mensuelle pour un militaire de deuxième classe en 1996). Les régiments, bâtiments de la marine nationale et escadrons de l'armée de l'air étaient en proportion du nombre d'hommes. Les matériels aussi. Lors du passage à la professionnalisation, le nombre des régiments de l'armée de terre⁸ est divisé par deux. Les soldes sont multipliées par huit ou dix pour les militaires du rang. La diminution des parcs de matériel accompagne celle des effectifs, mais le coût des programmes d'équipement explose : en effet, les coûts fixes de programme sont répercutés sur les commandes maintenues⁹. Parallèlement, le nombre des engagements augmente (dans les Balkans, par exemple) et les coûts induits aussi. En conséquence, le budget de la défense décroît plus vite que les dépenses effectives théoriques. Il en résulte une paupérisation des armées qui restent surdimensionnées par rapport à leurs ressources. Cette tendance est accentuée par le fait que la réforme Chirac n'était pas financée.

Dans ce contexte et face à la nécessité d'assurer en même temps l'engagement au Kosovo puis en Afghanistan, le gouvernement Jospin a privilégié le financement de la restructuration (soldes, infrastructures, indemnisation des sites abandonnés, recapitalisation des entreprises de défense publique), au détriment des commandes de matériels neufs coûteux. La modernisation du matériel n'a pas suivi la professionnalisation des armées.

Mais le hiatus entre le discours politique et les faits (le budget) atteint un sommet entre 2002 et 2007. Alors que la ministre fait voter des lois de finances initiales flatteuses, l'exécution budgétaire est mauvaise. A la fin de la législature, le bilan financier de Michèle Alliot-Marie n'était pas meilleur que celui d'Alain Richard, alors

8. Armée de masse, elle est la plus touchée par la réforme.

9. Par exemple, la commande de mille Leclerc est ramenée à 480. Mais les coûts de développement restent les mêmes. Donc le prix à l'unité croît vertigineusement.



Crise de confiance chez les militaires ?

que celui-ci avait financé les soldes et les restructurations et mené à bien la professionnalisation.

DEPUIS 2007 : DIFFICULTÉS PRÉSENTES ET AVENIR INCERTAIN

La situation trouvée par le nouveau président de la République en 2007 est franchement mauvaise. La France dispose d'un modèle d'armée, mais la sous-exécution chronique du budget impose un sous-effectif permanent. La volonté politique de Jacques Chirac de ne pas toucher aux grands programmes d'armement a entraîné un saupoudrage des crédits d'investissement. Ces mêmes crédits d'investissement ne sont que partiellement utilisés. La défense nationale de 2007 n'est pas financée.

Le président de la République décide donc de maintenir le budget, mais de redimensionner l'outil de défense à la mesure de ce que le pays peut financer¹⁰. Cela passe par une nouvelle phase de restructurations. Cette restructuration est théorisée par un livre blanc de la défense et de la sécurité rédigé sous la dictée et par la révision générale des politiques publiques. L'objectif prioritaire est apparemment simple : financer les nouveaux matériels (crédits du titre 5), alors que les anciens sont totalement usés¹¹. Pour ce faire, il s'agit de diminuer les coûts de rémunération (titre 2) et les coûts de fonctionnement (titre 3). Concrètement, un nouveau plan de dissolution d'unités est lancé. Il se double d'un plan de diminution d'effectifs professionnalisés (-54 000 à l'horizon 2015), ce qui est une nouveauté. Une externalisation¹² complètera la baisse des effectifs (-16 000 emplois). Enfin, une mutualisation des fonctions « non directement opérationnelles » est en cours.

Malheureusement, ce vaste mouvement est affecté de plusieurs défauts. La restructuration a été lancée avant d'être pensée dans le détail. Elle a été conçue sans les militaires. Elle n'est pas financée. De plus, les recettes exceptionnelles qui devaient permettre de faire face au pic de dépenses laissées par Michèle Alliot-Marie ne sont pas au rendez-vous. On peut donc remarquer qu'à ce stade, les mesures de restrictions sont certaines mais que les avantages recherchés demeurent tout théoriques.

10. En langage militaire : « faire l'armée qu'on sait se payer ».

11. Notamment : les avions de transport, les hélicoptères, la flotte de surface, les chars d'infanterie, les chars légers de cavalerie, les engins spécialisés du génie...

12. Les questions d'externalisation font l'objet d'âpres débats internes au ministère de la Défense et soulèvent de plus en plus de défiance. Personne n'en connaît l'issue à cette heure.



Crise de confiance chez les militaires ?

DES MILITAIRES DÉARMÉS

De 1996 à 2015, terme prévu pour la fin de la RGPP (révision générale des politiques publiques), la défense aura connu près de vingt ans de turbulences. Ce sont évidemment les hommes qui auront été en première ligne. D'ores et déjà des enseignements peuvent être tirés. La résistance au changement est faible chez les militaires. Ils sont prêts à admettre le fait que les circonstances stratégiques ne sont plus les mêmes et qu'il faut évoluer. Pour autant, ils sont profondément affectés par les conditions dans lesquelles les choses se font. Ils ont vu disparaître des pans entiers de leur armée respective. Ils ont vécu l'apparition de difficultés qui n'existaient pas précédemment à cause de budgets insuffisants. Ils ont constaté l'amenuisement de leurs perspectives de carrière. Parallèlement, les activités opérationnelles se sont grandement accélérées. Elles se sont aussi durcies. Il en résulte un sentiment diffus ou explicite de frustration et le sentiment qu'à être disciplinés, ils payent pour l'ensemble de la politique de maîtrise des dépenses de l'Etat.

Pris comme une composante socioprofessionnelle de la Nation, le monde militaire est déstabilisé. La certitude de la permanence de la fonction de défense est ébranlée. Le sentiment d'un manque de considération est réel. Le doute s'installe vis-à-vis d'une classe politique pourtant relativement bien considérée¹³.

En effet, Jacques Chirac, « candidat naturel » des armées¹⁴ est l'initiateur d'une professionnalisation aux résultats contrastés. Comme dans d'autres domaines, le bilan de son second mandat de chef des armées apparaît comme plutôt négatif.

Son successeur n'a pas l'avantage du préjugé favorable. Si l'image d'homme à poigne peut parfois séduire, un certain nombre de caractéristiques laisse le monde militaire dubitatif. Nicolas Sarkozy n'a jamais caché son désintérêt pour les questions de défense. Son atlantisme¹⁵ sans nuance, son exaltation de la réussite matérielle, son style personnel ne conviennent pas aux militaires. Le choix qu'il a fait d'un ministre de la Défense peu connu et au poids politique perçu comme faible, ainsi que la relégation du ministre de la Défense dans les tréfonds de l'ordre protocolaire ont accentué un malaise déjà perceptible. Enfin, les mots très durs prononcés après

13. A moins que ce ne soit la fonction politique qui soit respectée.

14. Son appétence pour la chose militaire est bien connue.

15. Occidentalisme, selon H. Védrine.

Crise de confiance chez les militaires ?

l'accident intervenu au troisième RPIMa¹⁶ et la démission en réaction du général Cuche, chef d'état-major de l'armée de terre, ont consacré la mésentente.

Bousculés dans leurs certitudes par la restructuration en cours, les militaires semblent désormais plus portés à la défense d'intérêts catégoriels.

CONCLUSION

Garants d'un ordre des choses paraissant immuables, les militaires sont désormais pris dans un maelstrom conceptuel et économique, au même titre que d'autres catégories de Français. Au-delà des restrictions rendues nécessaires par une conjoncture économique contraire, ils vivent mal la perte de sens et la remise en cause de leur identité professionnelle au sein de la Nation. Afin de maintenir en état un outil de défense qui constitue l'assurance-vie du pays, il est indispensable que nos responsables politiques redonnent espoir à nos armées. Pour la première fois, le jeu en la matière semble ouvert.

16. Le 29 juin 2008, 17 visiteurs furent touchés par un tir accidentel à balles réelles lors de la journée « Portes ouvertes » du régiment.